

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE D'ENROBAGE DU VAL DE SEINE

HAMEAU DE GAUVILLE
ST WANDRILLE RANCON
76490 Rives-En-Seine

Références : à remplir par l'UD
Code AIOT : 0005800361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SOCIETE D'ENROBAGE DU VAL DE SEINE implanté Hameau de Gauville ST WANDRILLE RANCON 76490 Rives-en-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre de l'action nationale prioritaire des DREAL portant sur l'accélération du traitement des dossiers de cessation d'activité ICPE, dans le cadre de la libération du foncier industriel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE D'ENROBAGE DU VAL DE SEINE
- Hameau de Gauville ST WANDRILLE RANCON 76490 Rives-en-Seine

- Code AIOT : 0005800361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est l'ancien lieu d'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R 512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Libération des terrains pour un nouvel usage	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R 512-39-2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Surveillance des effets de l'installation sur son environnement	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R 512-39-3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société d'enrobage du Val de Seine (SEVS) est une société dont le groupe VINCI Construction est cogérant avec Sébastien Harasse, par ailleurs Directeur régional Normandie du groupe VINCI Construction.

La première immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés date du 12 juin 1979.

Le site est encadré par des arrêtés préfectoraux des 27 janvier 1976 et 22 décembre 1979.

Le site correspond à l'ancien lieu d'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud implantée sur une ancienne carrière. L'installation relevait du régime de l'autorisation et comprenait également diverses unités : broyage, transit de matériaux, centrale d'enrobage à froid, unité de combustion, installation de chauffage et réservoir de gaz liquéfié.

Selon le registre du commerce, le site est fermé depuis mai 2010, la société disposant toujours d'un site en exploitation chemin du Launay 76510 Saint-Aubin-le-Cauf.

Le plan pluriannuel de contrôle des ICPE (PPC) prévoyait une inspection au plus tard le 20 janvier

2011 (les articles du code de l'environnement en cas de cessation d'activité sont identiques à ceux de mai 2010) . Si cette inspection avait été réalisée, elle aurait permis de constater la cessation d'activité du site, aussi la date théorique de cette inspection peut être retenue comme date de cessation d'activité du site et comme point de départ du délai de prescription.

Malgré la cessation d'activité sur le site de Rives-en-Seine (anciennement Saint-Wandrille-Rançon), aucune déclaration de cessation d'activité administrative n'a été transmise à monsieur le préfet de la Seine-Maritime, en méconnaissance des obligations réglementaires.

La partie visite sur site de l'inspection a permis de confirmer que les installations ont été démantelées hors sol, à l'exception du local d'un ancien transformateur, et que subsistent plusieurs vestiges (plots en béton, anciens sols, voies de circulation). Aucun déchet lié à l'activité n'a été observé. Des mares et canaux sont présents en périphérie, ainsi qu'une espèce végétale invasive sur site (*Buddleia*).

L'exploitant n'a engagé aucune des démarches réglementaires liées à la cessation d'activité administrative d'une installations classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les activités passées rendent plausibles plusieurs sources de pollution :

- combustibles liquides (fioul lourd, fioul domestique, gasoil) possiblement utilisés avant la mise en place de la chaudière gaz ;
- bitumes et bitumes fluidifiés contenant des hydrocarbures légers et des HAP ;
- enrobés potentiellement amiantés avant 1997 ;
- solvants pétroliers (white-spirit, kérosène, gasoil) et éventuellement solvants chlorés en cas d'atelier de maintenance ;
- additifs, agents antiadhérents, présence possible de PFAS ;
- huiles de transformateur potentiellement chargées en PCB ;
- poussières et fines issues de granulats et d'enrobés recyclés.

Le site se situe dans un milieu sensible :

- bord de Seine ;
- nappe d'accompagnement de la Seine vers 7 m ;
- nappe de la craie à 20 m sans protection connue ;
- zone inondable ;
- présence probable de zones humides ;
- proximité du marais du Trait (ZNIEFF).

Les éléments suivants devront être réalisés par l'exploitant :

1. Déclaration de cessation d'activité

Conformément aux dispositions de l'article R 512-39-1 I, l'exploitant aurait dû transmettre au préfet une notification formelle de cessation d'activité précisant :

- la date effective d'arrêt définitif des installations ;
- le périmètre foncier concerné.

Cette transmission constitue la première étape obligatoire de la procédure réglementaire.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de réaliser cette déclaration sous deux mois.

2. Mise en sécurité du site

L'exploitant devra :

- décrire les mesures de mise en sécurité réalisées depuis l'arrêt de l'activité ;
- compléter, si nécessaire, les actions de mise en sécurité (évacuation de produits, neutralisation d'équipements, sécurisation des accès, gestion des risques résiduels) ;
- les mesures de mise en sécurité mises en œuvre ou restant à mettre en œuvre ;
- un calendrier détaillé des actions prévues.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de réaliser ces actions sous deux mois.

3. Détermination des usages futurs des terrains

L'exploitant doit :

- proposer un usage futur pour les terrains concernés ;
- transmettre cette proposition, accompagnée des études de sols, au maire, à l'EPCI compétent et aux propriétaires fonciers si ceux-ci sont distincts de l'exploitant ;
- fournir au préfet la preuve des consultations et les réponses reçues ;
- engager, si nécessaire, les échanges permettant de résoudre les éventuels désaccords.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de réaliser cette étape sous deux mois.

4. Réalisation de la phase d'interprétation de l'état des sols et de la nappe

L'exploitant devra produire une étude de sols exhaustive comprenant :

- un historique complet du site et des installations (arrêtés, plans, réseaux, substances manipulées, incidents éventuels) ;
- une caractérisation environnementale incluant sols, air du sol, eaux souterraines et végétaux si nécessaire ;
- une campagne de prélèvements justifiée et documentée (chaîne de custodie) ;
- des analyses adaptées aux pollutions plausibles et pertinentes: hydrocarbures, HAP, solvants pétroliers, solvants chlorés, PCB, amiante, métaux lourds, PFAS et tous autres polluants que les phases précédentes auraient identifié;
- la détermination des seuils de coupure des sources concentrées identifiées et la justification méthodologique de ces seuils ;
- une évaluation des risques résiduels (ERR) incluant une analyse prédictive validant le seuil de coupure de la dépollution et évaluant l'impact éventuel sur la nappe phréatique ;
- un plan de gestion proportionné aux pollutions identifiées, garantissant le traitement des sources concentrées et l'absence de risques sanitaires, précisant les mesures techniques, les modalités de mise en œuvre et le calendrier d'exécution.

- les mesures de surveillance prévues (contrôles posttravaux, surveillance de la nappe, suivi des rejets) ;
- les éventuelles propositions de servitudes ou restrictions d'usage, et les modalités de leur mise en œuvre ;

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de réaliser ces études sous six mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité récépissé – site soumis à autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site constitue l'ancien lieu d'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud, autorisée et réglementée par les arrêtés préfectoraux des 27 janvier 1976 et 22 décembre 1979. À la suite des notifications des 1er septembre 1995 et 5 octobre 1995, à l'occasion de la mise en place d'une plate-forme de recyclage sur la parcelle AK 152, un arrêté préfectoral complémentaire en date du 17 octobre 1995 avait complété l'encadrement du fonctionnement des différentes installations présentes sur le site.</p> <p>Le site a été implanté sur le lieu d'exploitation d'une ancienne carrière et occupait les parcelles cadastrales AK 137 à 139, AK 144, AK 152, AK 154, AK 212 et AK 214 de la commune de Rives-en-Seine.</p> <p>L'établissement exploitait notamment une centrale d'enrobage à chaud d'une capacité de 150 tonnes par jour, relevant de la rubrique 2521-1 de la nomenclature ICPE, ainsi qu'une installation de stockage de gaz liquéfié en quantité supérieure ou égale à 35 tonnes, relevant de la rubrique</p>

4718-1.a, pour une capacité déclarée de 100 tonnes, initialement soumise à déclaration. Ces deux unités techniques, soumises au régime de l'autorisation au sens des articles L.512-1 et L.181-1 du code de l'environnement, déterminaient, en application du principe d'unité de l'installation défini à l'article L.511-1, le régime global applicable à l'ensemble des activités exploitées par l'établissement. Conformément aux articles L.181-1 et L.181-2, l'autorisation portait sur le projet dans son ensemble et couvrait toutes les rubriques ICPE présentes sur le site dès lors qu'elles participaient du même ensemble technique et fonctionnel. Ainsi, les unités relevant du régime de la déclaration étaient intégrées dans le périmètre de l'autorisation dès lors qu'elles étaient exploitées par le même exploitant sur le même site.

L'autorisation englobait ainsi l'ensemble des installations déclaratives présentes sur le site, notamment l'unité de broyage, concassage et traitement de produits minéraux ou de déchets inertes relevant de la rubrique 2515-2.b, d'une puissance installée de 200 kW, en vigueur sur la base d'un récépissé de déclaration du 24 mars 2004, ainsi qu'une activité de transit de produits minéraux ou de déchets inertes soumise à la rubrique 2517-2, portant sur une surface de 16 000 m² et également en vigueur sur la base d'un récépissé de déclaration du 24 mars 2004. Étaient également intégrées dans le périmètre autorisé une centrale d'enrobage à froid d'une capacité de 50 tonnes par jour, relevant de la rubrique 2521-2.b, l'unité de combustion d'une puissance thermique nominale de 14,6 MW soumise à la rubrique 2910-A.2, ainsi qu'une installation de chauffage utilisant un fluide caloporteur organique combustible d'un volume de 125 litres, relevant de la rubrique 2915-1.b.

En outre, conformément à la logique d'autorisation unique, l'autorisation pouvait également couvrir des équipements non classés, dès lors qu'ils étaient indissociables du fonctionnement de l'ensemble autorisé, qu'ils en constituaient un équipement auxiliaire ou qu'ils contribuaient au même processus industriel. Cette interprétation, conforme à la jurisprudence administrative, impliquait que l'autorisation préfectorale encadrait non seulement les installations classées, mais également les équipements ou activités non soumis à classement mais nécessaires au fonctionnement de l'ensemble autorisé.

L'ensemble de ces activités, qu'elles soient classées ou non classées, constituait une installation unique au sens du code de l'environnement et était entièrement couvert par l'autorisation délivrée pour la centrale d'enrobage à chaud, qui en représentait l'élément principal et structurant.

La recherche du site sur la base du registre du commerce et des sociétés montre que le site a été fermé depuis le 17 mai 2010, la société disposant toujours d'un site en exploitation chemin du Launay 76510 Saint-Aubin-le-Cauf.

Le plan pluriannuel de contrôle des ICPE (PPC) prévoyait une inspection au plus tard le 20 janvier 2011 (les articles du code de l'environnement en cas de cessation d'activité sont identiques à ceux de mai 2010). Si cette inspection avait été réalisée, elle aurait permis de constater la cessation d'activité du site, la date théorique de cette inspection peut être retenue comme date de cessation d'activité du site et comme point de départ du délai de prescription.

Néanmoins aucune déclaration administrative de cette fermeture n'a été réalisée auprès de l'autorité préfectorale.

L'inspection du site a donc été réalisée dans ce contexte.

Elle a permis d'établir les faits suivants:

- L'ensemble des installations a été déconstruite hors sol à l'exception du local d'un ancien transformateur (dont la nature du diélectrique au cours du temps reste à déterminer, notamment la présence potentielle de PCB, qui était utilisé comme diélectrique jusque dans les années 1990) ;
- On distingue différents plots en béton ayant servi de support à des infrastructures, d'anciens sols intérieurs de bâtiments et les anciennes voies de circulation ;
- Il n'a pas été observé de déchets liés possiblement à l'activité de la centrale d'enrobage ;
- Hors des zones d'exploitation, on peut observer des mares et canaux (observables également sur

les photographies aériennes historiques) ;

- Une espèce invasive est observée : Buddleia de David (nom vernaculaire : arbre à papillons)

- L'accès au site est limité par la présence d'une barrière empêchant l'accès des automobiles au site. En revanche, les piétons ou des véhicules à deux roues peuvent accéder au site qui n'est pas clôturé et entouré de terrain agricoles pour partie.

L'examen de la situation du site met en évidence que l'exploitant n'a pas respecté les obligations réglementaires applicables lors de la cessation définitive du site. En effet, la fermeture de l'établissement, n'a fait l'objet d'aucune notification préalable auprès de l'autorité préfectorale. Or, la réglementation spécifique aux installations classées impose que l'exploitant informe l'administration plusieurs mois avant l'arrêt définitif des activités, en précisant la date envisagée ainsi que le périmètre foncier concerné. Cette information préalable constitue la première étape obligatoire de la procédure de cessation et conditionne la délivrance du récépissé correspondant. En l'absence de cette notification, aucune information n'a été transmise concernant les mesures prévues pour assurer la mise en sécurité du site à l'arrêt des installations. L'exploitant aurait dû présenter les dispositions destinées à prévenir les risques résiduels, à gérer les produits dangereux éventuellement présents, à sécuriser les accès et à garantir la stabilité des équipements. Un calendrier de réalisation devait également être communiqué afin de permettre à l'administration d'en suivre l'exécution.

En particulier au regard des produits mis en œuvre sur le site des recherches sur d'éventuelles pollution du sol auraient dû être effectuées d'autant plus au regard de la présence de la Seine à proximité immédiate du site.

L'absence de toute démarche administrative laisse donc apparaître une cessation d'activité réalisée en dehors du cadre légal.

Ainsi, l'ensemble des éléments disponibles montre que la fermeture du site est intervenue sans respect des obligations procédurales et techniques imposées aux exploitants d'installations classées lors de l'arrêt définitif de leurs activités.

Enfin l'exploitant devra s'assurer de la présence ou non de PCB dans le transformateur et au besoin appliquer les dispositions des articles R.543-17 et R.543-19 du code de l'environnement

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de régulariser sa situation auprès de monsieur le préfet de la Seine-Maritime.

L'exploitant doit, en premier lieu, transmettre dans les meilleurs délais une notification formelle de l'arrêt définitif des activités, précisant la date effective de cessation ainsi que le périmètre foncier concerné. Cette notification devra être accompagnée des éléments permettant d'apprécier les mesures mises en œuvre ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site, notamment la gestion des produits et déchets résiduels, la sécurisation des accès, la suppression des risques d'incendie ou d'explosion, ainsi que toute disposition nécessaire à la prévention des pollutions.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de réaliser cette déclaration sous deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Libération des terrains pour un nouvel usage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R 512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité – libération des terrains
Prescription contrôlée : <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. - A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. - Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. - Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p>
Constats : <p>L'examen de la situation du site montre que l'exploitant n'a engagé aucune des démarches prévues pour déterminer les usages des terrains à la suite de la cessation définitive de l'activité. La fermeture du site, intervenue en 2010 sans notification préalable à l'autorité préfectorale, n'a pas permis d'initier la procédure réglementaire visant à définir ou confirmer les usages à prendre en compte pour la réhabilitation. En l'absence de notification régulière, aucune information n'a été</p>

transmise concernant les usages existants, les usages successifs du site ou les usages futurs envisagés, alors que ces éléments doivent être communiqués aux collectivités compétentes en matière d'urbanisme ainsi qu'aux propriétaires des terrains concernés si différents de l'exploitant. Aussi la conservation de la mémoire de cette activité industrielle n'est pas garantie.

De même, aucun plan du site, aucune étude environnementale ni aucun rapport antérieurement transmis à l'administration n'a été communiqué aux acteurs concernés, alors que ces documents constituent la base indispensable pour apprécier l'état des milieux et les contraintes éventuelles pesant sur les terrains. L'exploitant n'a donc pas sollicité l'avis du maire, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou des propriétaires fonciers si différents de l'exploitant, alors que ces consultations doivent permettre de recueillir un accord ou un désaccord sur les usages proposés. Aucun échange contradictoire n'a été engagé, et aucune proposition d'usage n'a été transmise au préfet.

En l'absence de notification et de consultation, les mécanismes prévus pour résoudre un éventuel désaccord n'ont pas pu être mis en œuvre. Aucun mémoire n'a été produit par les collectivités pour signaler une incompatibilité entre l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation et les orientations des documents d'urbanisme. De même, le préfet n'a pas été en mesure de se prononcer sur l'usage à retenir, faute d'éléments transmis par l'exploitant et faute de procédure engagée.

Ainsi, l'ensemble des étapes prévues pour déterminer les usages des terrains après cessation d'activité n'a pas été respecté. La procédure n'a pas été initiée, aucune proposition d'usage n'a été formulée, aucune consultation n'a été réalisée et aucune décision préfectorale n'a pu intervenir. La cessation d'activité s'est donc déroulée en dehors du cadre réglementaire, laissant les terrains sans usage officiellement déterminé et sans base pour définir les mesures de gestion ou de réhabilitation qui auraient dû en découler.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un premier temps, l'exploitant doit donc transmettre, comme il est précisé dans le point de contrôle n°1, à l'autorité préfectorale une notification formelle de cessation d'activité, précisant la date effective d'arrêt des installations ainsi que le périmètre foncier concerné.

Parallèlement il lui appartient de transmettre aux collectivités compétentes en matière d'urbanisme ainsi qu'aux propriétaires des terrains, si différents de l'exploitant, l'ensemble des documents nécessaires à l'examen des usages futurs, notamment les plans du site, les études environnementales disponibles, les rapports antérieurement transmis à l'administration et toute information utile à l'appréciation de l'état des milieux.

L'exploitant formule une proposition d'usage futur pour les terrains concernés, en cohérence avec l'historique du site, les contraintes environnementales identifiées et les documents d'urbanisme en vigueur. Cette proposition doit être transmise au préfet, au maire, à l'établissement public de coopération intercommunale compétent et aux propriétaires fonciers si différents de l'exploitant, afin de permettre l'ouverture de la phase de consultation prévue par la réglementation.

A l'issue de ces échanges, l'exploitant transmet à monsieur le préfet l'ensemble des réponses reçues, accompagnées, le cas échéant, de ses observations, ainsi que tous les éléments permettant à l'administration de statuer sur l'usage à retenir, notamment en cas de désaccord entre les parties consultées. Cette transmission devra intervenir uniquement après la réalisation complète des étapes préalables, afin de garantir que les usages proposés reposent sur une connaissance fiable de l'état environnemental du site.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de réaliser cette démarche sous deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets de l'installation sur son environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation.</p> <p>Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p>
<p>Constats :</p> <p>À la suite de l'inspection réalisée le 16 décembre 2025, il est constaté que l'exploitant n'a pas transmis au préfet le mémoire de réhabilitation exigé par les dispositions réglementaires visées aux points I à III de l'article R 512-39-3 du code de l'environnement.</p> <p><u>Analyse de conformité au I de l'article R 512-39-3 du code de l'environnement</u></p> <p>L'inspection de l'environnement, suite aux constats réalisés et aux échanges préliminaires avec l'exploitant, identifie plusieurs sources plausibles de pollution (non exhaustives) liées aux activités de la centrale d'enrobage.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les installations fonctionnaient à partir d'une chaudière alimentée au gaz. Toutefois, il n'a pas été en mesure de présenter un historique complet des équipements</p>

présents durant l'ensemble de la période d'exploitation. En l'absence de documentation retraçant l'évolution des installations, et compte tenu des pratiques courantes dans les centrales d'enrobage entre les années 1970 et 1990, il demeure possible que des chaudières fonctionnant au fioul lourd, au fioul domestique ou au gasoil aient été utilisées antérieurement. Ces combustibles liquides, généralement stockés en cuves ou manipulés en grande quantité, constituent des sources récurrentes de pollution en raison des risques de fuites, de débordements ou de pertes diffuses au niveau des zones de stockage, de transfert et d'alimentation des équipements.

Le bitume, matière première essentielle du procédé, était utilisé sous forme pure, modifiée ou fluidifiée. Les bitumes fluidifiés, courants jusqu'aux années 1990, incorporent des hydrocarbures légers tels que l'essence, le kérosène ou le gasoil. L'ensemble de ces produits est susceptible de générer des contaminations durables en hydrocarbures lourds et en hydrocarbures aromatiques polycycliques, notamment en cas de déversement accidentel ou de défaut de confinement. Par ailleurs, jusqu'à l'interdiction de l'amiante en 1997, certaines formulations d'enrobés bitumineux pouvaient contenir des fibres d'amiante destinées à améliorer la tenue mécanique et la stabilité des revêtements. La présence potentielle d'enrobés amiantés doit donc être considérée comme plausible pour un site exploité dès 1976, notamment dans les zones de stockage, de circulation interne ou de manipulation d'enrobés recyclés, en particulier sur la parcelle AK 152.

Les opérations de production et de maintenance impliquaient également l'emploi de solvants et de produits de nettoyage, parmi lesquels figuraient le white-spirit, le kérosène, le gasoil utilisé comme solvant et divers dégraissants pétroliers. Le white-spirit, distillat pétrolier non chloré composé majoritairement d'hydrocarbures aliphatiques et cycliques de chaîne C10 à C12, auxquels s'ajoute une fraction minoritaire d'hydrocarbures aromatiques, présente une forte volatilité et une mobilité importante dans les sols, ce qui en fait un vecteur potentiel de pollution par hydrocarbures légers ou composés organiques volatils. La question de l'utilisation éventuelle de solvants organochlorés doit également être examinée. Les pratiques industrielles des décennies 1970 à 1990 montrent que certains solvants chlorés, tels que le trichloroéthylène, le perchloroéthylène ou le dichlorométhane, étaient couramment employés pour le dégraissage des pièces mécaniques et le nettoyage des équipements dans de nombreux secteurs industriels. Toutefois, dans le cas des centrales d'enrobage, les opérations de nettoyage liées au bitume étaient généralement réalisées à l'aide de solvants pétroliers non chlorés, plus adaptés à la dissolution des résidus bitumineux. L'utilisation de solvants organochlorés apparaît donc peu probable dans le cadre strict du procédé d'enrobage, mais elle ne peut être totalement exclue si le site disposait d'un atelier de maintenance interne ou si des pratiques de nettoyage spécifiques y étaient mises en œuvre. Dans cette hypothèse, les solvants organochlorés les plus plausibles seraient le trichloroéthylène, le perchloroéthylène et le dichlorométhane, substances particulièrement mobiles et persistantes dans les milieux souterrains.

Les additifs destinés à modifier les propriétés du bitume, tels que les agents de fluidification, les tensioactifs, les polymères ou les agents anti-mousse, ont également pu être employés. Leur composition variable rend possible la présence de résidus chimiques spécifiques dans les sols, bien que leur contribution à la pollution soit généralement secondaire par rapport aux hydrocarbures. Les agents anti-adhérents utilisés pour éviter l'adhérence du bitume aux outils, bennes et camions présentaient des formulations diverses selon les périodes. Jusqu'aux années 1990, ils étaient fréquemment constitués d'huiles minérales ou d'hydrocarbures légers. Par la suite, des formulations à base d'huiles végétales ou de tensioactifs se sont développées. Il convient de noter que certains agents industriels fluorés utilisés dans d'autres secteurs pour leurs propriétés anti-adhésives et thermorésistantes peuvent contenir des substances per- et polyfluoroalkylées. Bien qu'aucune source ne confirme explicitement leur usage systématique dans les centrales d'enrobage, leur présence ponctuelle ne peut être exclue, en particulier à partir des années 1990.

Par ailleurs, il est établi qu'un transformateur électrique était présent sur le site dès 1976, comme l'attestent les photographies aériennes historiques et les constats réalisés lors de l'inspection du 16 décembre 2025. Compte tenu des pratiques industrielles de l'époque, il est très probable que ce transformateur ait contenu une huile isolante aux polychlorobiphényles, substances largement utilisées jusqu'à leur interdiction progressive à partir des années 1980. En cas de fuite ou de défaut d'étanchéité, ces huiles peuvent entraîner une pollution localisée particulièrement persistante et toxique, les PCB étant des composés très stables et bioaccumulables.

Enfin, l'utilisation de granulats et de matériaux recyclés, notamment les enrobés anciens, a pu entraîner des dépôts de poussières et de fines contenant des hydrocarbures, des HAP ou des résidus d'hydrocarbures, voire des fibres d'amiante. Ces apports diffus contribuent à une contamination superficielle des sols à proximité des zones de stockage et de traitement, ainsi que dans les secteurs de circulation et de manœuvre des engins.

L'exploitant doit fournir un mémoire de réhabilitation présentant les mesures prévues pour assurer la protection de l'environnement et de la santé, en tenant compte des usages futurs des terrains, en s'appuyant sur les guides méthodologiques et outils techniques en usage :

- un historique complet du site et des installations (arrêtés, plans, réseaux, substances manipulées, incidents éventuels) ;
- une caractérisation environnementale incluant sols, air du sol, eaux souterraines et végétaux si nécessaire ;
- une campagne de prélèvements justifiée et documentée (chaîne de custodie) ;
- des analyses adaptées aux pollutions plausibles et pertinentes: hydrocarbures, HAP, solvants pétroliers, solvants chlorés, PCB, amiante, métaux lourds, PFAS et tous autres polluants que les phases précédentes auraient identifié;
- la détermination des seuils de coupure des sources concentrées identifiées et la justification méthodologique de ces seuils ;
- une évaluation des risques résiduels (ERR) incluant une analyse prédictive validant le seuil de coupure de la dépollution et évaluant l'impact éventuel sur la nappe phréatique ;
- un plan de gestion proportionné aux pollutions identifiées, garantissant le traitement des sources concentrées et l'absence de risques sanitaires, précisant les mesures techniques, les modalités de mise en œuvre et le calendrier d'exécution.
- les mesures de surveillance prévues (contrôles posttravaux, surveillance de la nappe, suivi des rejets) ;
- les éventuelles propositions de servitudes ou restrictions d'usage, et les modalités de leur mise en œuvre ;

En l'absence de ces éléments formalisés, le dossier ne satisfait pas aux exigences du I.

Analyse de conformité au II de l'article R 512-39-3 du code de l'environnement

Le préfet ne peut, en l'état, déterminer par arrêté les travaux et mesures de surveillance nécessaires, faute de mémoire motivé et complet. L'absence de dossier empêche l'évaluation de l'efficacité technique et économique des techniques de réhabilitation et l'établissement d'un bilan coûts/avantages au regard des usages envisagés. Il est donc nécessaire que l'autorité préfectorale mette en demeure l'exploitant de produire, dans le délai qu'elle fixera, .

Analyse de conformité au III de l'article R 512-39-3 du code de l'environnement

Aucune information n'atteste de la réalisation de travaux ou de mesures prescrits ; l'exploitant ne s'est pas informé le préfet de travaux exécutés et aucun procès-verbal de constat de réalisation des travaux par l'inspecteur ICPE n'a été établi. Les formalités prévues au III ne peuvent donc pas être mises en œuvre. Le respect du III suppose que, après exécution des travaux prescrits, l'exploitant informe le préfet et que l'inspecteur dresse le procès-verbal de réalisation, lequel sera transmis au préfet, au maire ou au président de l'EPCI compétent et au propriétaire.

Prescriptions et mesures administratives recommandées

Au vu des constats sur site et de l'analyse de conformité, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de transmettre au préfet, sous six mois à compter de la notification formelle de l'arrêté de mise en demeure, un mémoire de réhabilitation intégrant les éléments listés ci-dessus.

Après réception et instruction du mémoire, le préfet déterminera, le cas échéant par arrêté motivé, les travaux et la surveillance à prescrire. Une fois les travaux réalisés, l'exploitant devra en informer le préfet afin que l'inspecteur ICPE constate la réalisation par procès-verbal et que les exemplaires requis soient transmis aux autorités et au propriétaire conformément aux dispositions réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément aux obligations réglementaires, l'exploitant doit transmettre au préfet de la Seine-Maritime, sous 6 mois à compter de la notification de mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R 512-39-3 du code de l'environnement, un mémoire de réhabilitation présentant les mesures prévues pour assurer la protection de l'environnement et de la santé, en tenant compte des usages futurs des terrains et devant comporter au minimum :

- un historique complet du site et des installations (arrêtés, plans, réseaux, substances manipulées, incidents éventuels) ;
- une caractérisation environnementale incluant sols, air du sol, eaux souterraines et végétaux si nécessaire ;
- une campagne de prélèvements justifiée et documentée (chaîne de custodie) ;
- des analyses adaptées aux pollutions plausibles et pertinentes: hydrocarbures, HAP, solvants pétroliers, solvants chlorés, PCB, amiante, métaux lourds, PFAS et tous autres polluants que les phases précédentes auraient identifié;
- la détermination des seuils de coupure des sources concentrées identifiées et la justification méthodologique de ces seuils ;
- une évaluation des risques résiduels (ERR) incluant une analyse prédictive validant le seuil de coupure de la dépollution et évaluant l'impact éventuel sur la nappe phréatique ;
- un plan de gestion proportionné aux pollutions identifiées, garantissant le traitement des sources concentrées et l'absence de risques sanitaires, précisant les mesures techniques, les modalités de mise en œuvre et le calendrier d'exécution.
- les mesures de surveillance prévues (contrôles posttravaux, surveillance de la nappe, suivi des rejets) ;
- les éventuelles propositions de servitudes ou restrictions d'usage, et les modalités de leur mise en œuvre ;

Description de l'étude des sols attendue

L'étude de sols à produire devra présenter un historique complet du site et de ses installations, incluant l'ensemble des arrêtés préfectoraux, les évolutions du procédé d'enrobage depuis 1976,

les combustibles successivement utilisés, les zones de stockage de bitume et d'enrobés, ainsi que les activités de maintenance, de broyage et de transit de matériaux. Elle devra intégrer les plans anciens, les réseaux enterrés, les photographies aériennes et un inventaire exhaustif des substances manipulées, notamment les bitumes fluidifiés, les hydrocarbures légers et lourds, les solvants pétroliers, les additifs, les agents anti-adhérents, les huiles hydrauliques et les huiles de transformateur susceptibles de contenir des PCB. L'étude devra également préciser les périodes où des enrobés amiantés ont pu être produits, stockés ou recyclés.

La caractérisation du site devra inclure les données géologiques, pédologiques et hydrogéologiques, ainsi qu'un zonage des milieux intégrant les sols superficiels et profonds, l'air du sol, les eaux souterraines si un risque de transfert est identifié, et les végétaux si nécessaire. Une campagne de prélèvements adaptée aux zones potentiellement polluées devra être menée, avec un plan d'échantillonnage justifié et la chaîne de custodie complète. Les analyses devront couvrir les hydrocarbures, les HAP, les solvants pétroliers, les solvants chlorés si un atelier de maintenance a existé, les PCB au droit du transformateur, les fibres d'amiante dans les sols et matériaux, les métaux lourds dans les zones de broyage, ainsi que les PFAS si leur usage est plausible et tout autre polluant que les phases préliminaires mettraient en avant.

L'interprétation des résultats devra s'appuyer sur les méthodologies nationales d'interprétation de l'état des milieux, produire une cartographie précise des zones polluées, identifier les sources concentrées et évaluer la compatibilité des sols avec les usages futurs envisagés. Au regard des résultats, une évaluation des risques sanitaires pourra être réalisée, incluant la modélisation des risques liés aux composés volatils et une définition des populations exposées.

Enfin, l'étude devra proposer, en cas d'identification de zones polluées, un plan de gestion proportionné aux pollutions identifiées, incluant les mesures correctives nécessaires, les restrictions d'usage éventuelles et, si pertinent, un dispositif de surveillance environnementale, notamment en cas de risque de transfert vers les eaux souterraines ou la Seine.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois